



Arnulfo Vásquez : « Les riches ne le sont pas parce que Dieu l'a voulu »

Ballast

28 décembre 2016

Entretien inédit pour le site de Ballast

Totonicapán est un département du sud-ouest du Guatemala en Amérique centrale. Surnommé « Toto », il compte un peu moins de 100 000 habitants et est peuplé de près de 22 communautés, dont l'immense majorité est indigène maya. Les traditions préhispaniques s'y perpétuent : les communautés s'enracinent et s'organisent tantôt en parallèle d'un État, tantôt à son encontre lorsqu'il soutient des mégaprojets sur leur territoire. Parmi ces organisations indigènes, les quarante-huit cantons de Totonicapán présentent sans doute la plus forte capacité de mobilisation, liée à l'importance de l'identité, du territoire et des traditions. Quelques mois après l'arrivée à la présidence de l'ex-général Otto Pérez Molina, élu sur un programme de mano dura (« main de fer »), l'armée réprimera une manifestation pacifique en tuant six paysans indigènes qui y participaient. Le 4 octobre 2012, l'organisation bloquait, comme elle le fait souvent, la Route panaméricaine pour protester contre la hausse des tarifs de l'électricité. Arnulfo Vásquez, secrétaire de leur comité directeur en 2011, nous éclaire sur leur organisation et leur méthode.



L'une des fonctions principales des cantons est de défendre leur territoire et leurs ressources. Que représente cette terre pour le peuple totonicapense ?

Elle représente la vie : c'est ici qu'on naît, qu'on vit et qu'on meurt. Les gens utilisent les biens matériels qu'offre la terre pour leur survie. C'est pour cela qu'on la défend. On ne vit pas dans l'air ou en dehors de l'espace physique : s'il en était ainsi, alors nous défendrions l'air ou l'espace où nous vivrions !

En quoi l'identité indigène est-elle fondamentale dans la lutte ? Qu'est-ce qui lui permet de demeurer vivante ?

« Notre identité demeure vivante grâce au souvenir de toutes les luttes, tous les sacrifices, tous les succès ou revers subis dans le passé. »

Je suis maya *k'iche'* et ceci définit mon appartenance à une communauté et à un territoire. C'est dans ce territoire que je mène ma vie ; c'est là que je dispose de la plupart des biens de consommation dont j'ai besoin pour subsister. De telle sorte que, quel que soit l'élément extérieur susceptible d'affecter ce territoire, cela m'affectera directement. C'est pourquoi ma réaction spontanée est de défendre ce territoire. L'identité définit donc ma manière d'agir, mon indignation face aux agressions que subissent mon peuple, ma communauté, et enfin ma famille. Le choix s'impose de lutter pour changer cette situation. Notre identité demeure vivante grâce au souvenir de toutes les luttes, tous les sacrifices, tous les succès ou revers subis dans le passé ; en se rappelant comment, malgré tous ces obstacles, nos grands-pères comme nos pères ont



réussi à faire que les communautés de ce peuple demeurent. Depuis, les luttes ont changé d'objet. Avant, elles portaient sur l'or et l'argent ou les tributs [*à payer à la Couronne d'Espagne, ndlr*]. Désormais, nous menons un combat contre les mégaprojets et les transnationales qui continuent à vouloir exploiter le peuple. Avant, la lutte avait lieu dans les rues, les montagnes, les établissements publics, ou sur les chemins ; aujourd'hui, ça se passe aussi sur internet, à la radio et à la télévision. Il faut faire passer ce message, que notre peuple continue de lutter pour obtenir de meilleures conditions de vie. Il ne reste pas debout les bras croisés à espérer que l'État ou qui que ce soit d'autre change sa situation.

Pouvez-vous nous expliquer la manière dont fonctionnent les cantones de Totonicapán ?

L'organisation des quarante-huit cantons a pour origine des communautés issues du peuple *k'iche'* ayant migré à l'ouest de Gumarcaaj, un site archéologique proche de Santa Cruz del Quiché, pour s'établir dans le territoire qu'on appelle aujourd'hui le Totonicapán. Ces communautés ont maintenu leur organisation traditionnelle, fondée sur l'idée de *caplpul* [*famille avec une filiation patrilinéaire, ndlr*] — ce qui justifie l'importance du respect dû à la famille. À l'époque de la Conquête [*l'invasion coloniale, ndlr*], le territoire de Totonicapán possédait la plus grande armée du royaume *k'iche'* ; cette armée, en charge de l'expansion du royaume, conquiert notamment les territoires des Mams, des Cakchiquels et des Tzutuhils [*autres peuples mayas de la région, toujours présents au Guatemala, ndlr*]. De ces communautés originelles et des terres qu'elles détenaient sont issus des groupes qui ont créé des formes d'organisation sociale et territoriale garantes de l'unité et de l'ordre social. Cette organisation s'est maintenue durant l'époque de la Conquête et de la colonie. Des textes très anciens en langue maya, conservés dans *la Casa de los alguaciles* [*bâtiment communautaire où siège l'organisation, ndlr*], témoignent que les dirigeants de ces groupes ont fait valoir leurs droits à la possession de ces terres ; ce qui prouve qu'il existait alors une organisation et avant tout une autorité au sein des communautés. Il existe un document datant de 1796 qui établit la liste des groupes et de leurs représentants respectifs devant l'organisation, au nombre de quarante-huit : il constitue une preuve historique et documentée d'une organisation séculaire et ancestrale.



[Oliver de Ros]

Les cantons sont organisés en cinq assemblées (*juntas*). L'assemblée générale constituée des maires communaux d'abord : elle réunit les maires des quarante-huit cantons qui sont chargés de représenter leur communauté devant les instances nationales, gouvernementales et non-gouvernementales. Les deux assemblées en charge des *alguaciles* [autorités chargées de la sécurité, *ndlr*] ensuite. Elles répondent à la nécessité de veiller à la sécurité des documents historiques du peuple de Chuimekená. Chaque communauté exécute ainsi un tour de garde de vingt-quatre heures pour que les archives du peuple ne soient pas subtilisées ou lues sans le consentement de l'assemblée. Dans leur communauté, les *alguaciles* sont le bras droit du maire — ce sont eux qui citent et, dans certains cas, accompagnent les personnes qui font l'objet d'un « arrangement » [le règlement d'un cas problématique par les autorités communautaires, *ndlr*], quel que soit le problème soulevé. L'assemblée en charge des Bains publics d'eau chaude est responsable de l'administration des thermes, qui sont la propriété commune du peuple. C'est une institution séculaire, où l'on veille d'encore plus près au respect des formes de l'organisation du peuple *k'iche'* dans la gestion des biens et services publics. Enfin, l'assemblée en charge des Ressources naturelles a pour principale fonction l'organisation des communautés pour ce qui est du contrôle, de la protection et de l'usage des biens naturels appartenant au peuple — en l'occurrence, la forêt communale et le système d'approvisionnement en eau potable. Ses principales actions concernent la conservation traditionnelle, la gestion durable et l'usage indiscriminé des ressources.



Qui détient le pouvoir et comment est-il réparti entre les différents responsables ?

« Les assemblées sont choisies parmi les autorités nommées par les communautés, selon un processus de représentation directe. »

À l'échelle communautaire, on attribue le mandat de diriger, coordonner et suivre la réalisation des actions de développement de la communauté. Ceci confère la possibilité de convoquer l'assemblée, mais aussi de coordonner les différentes assemblées et de représenter la communauté devant les instances locales, municipales et nationales. Les quarante-huit cantons sont dotés de représentants. Parmi eux, l'assemblée générale des maires, instance consultée par les organisations extérieures, définit les propositions et les actions à entreprendre par les communautés. Cette assemblée a force d'opposition, mais aussi de proposition. Dans la structure générale, les autres assemblées exécutent des tâches de surveillance subordonnées aux maires. Si ces tâches sont correctement accomplies, elles obtiennent le soutien des communautés. Si elles ne le sont pas, cela entraîne des divisions qui nuisent à la concrétisation des objectifs de l'organisation.

Comment sont élus les responsables des assemblées ?

Les assemblées sont choisies parmi les autorités nommées par les communautés, selon un processus de représentation directe. Neuf personnes sont choisies pour occuper un poste allant du président au troisième conseiller. Une fois nommée ou élue dans sa communauté, une personne peut d'office rejoindre une des assemblées pour y exercer sa compétence (représentant de l'autorité (*alguacil*) de la communauté, délégué aux Bains, délégué aux Ressources naturelles). Ce n'est pas précisément une situation que cette personne aura délibérément choisie, mais l'exercice d'une fonction pour laquelle elle aura été désignée par sa communauté. Il s'agit d'une charge honoraire, non rémunérée. Chaque année, l'autorité communale renouvelle la majorité des postes. Seules quelques assemblées, selon la nature de leur fonction, l'exercent pour une durée supérieure à un an.



[Oliver de Ros]

Pouvez-vous nous expliquer ce que sont, et ont été, les forces et les faiblesses d'une telle organisation ?

Sa force principale réside dans son organisation même. La participation directe est également un facteur important : le fait de connaître les dirigeants et leur parcours (ils vivent tous au sein de la communauté) est un atout majeur. Et la capacité d'appel à la mobilisation est sans aucun doute un effet direct. Mais la pauvreté culturelle, économique et politique fait indéniablement partie de ce fonctionnement, liée qu'elle est à l'« autre système » [*étatique-bureaucratique, ndlr*]. En effet, lorsque l'organisation communautaire entre en contact — et c'est le cas tous les jours — avec l'« autre système », cela impacte les codes de l'organisation : cela les rend vulnérables et, dans certains cas, « récupérables » à l'échelle nationale par les agents du système politique, économique et social. Il peut s'agir par exemple de cooptation [*élection par l'assemblée elle-même d'un nouveau membre, ndlr*] dans des projets relevant du clientélisme.

Dans un article de Gladys Tzul Tzul, présidente de l'assemblée directive pour l'année 2015, on peut lire : « Le pouvoir du peuple réside dans la notion de service et le service constitue l'un des piliers fondamentaux du système de gouvernement communal de Totonicapán. » Que signifie la notion de service ?

« Lorsque les cantons engagent une lutte, les sujets concernent



toujours l'ensemble de la population et pas seulement celle de Totonicapán. »

Le service est une « prestation humaine qui répond à des nécessités sociales et qui n'est pas en relation avec l'élaboration de biens matériels ». J'ai trouvé cette définition au cours d'une lecture. Il en existe sûrement de plus élaborées. Le service, à Totonicapán, est compris comme l'action que nous entreprenons, nous qui vivons dans la communauté, pour répondre aux problèmes qui se posent à ses membres. Cette pratique vise à maintenir l'harmonie et la paix dans les familles et dans la communauté. Elle se traduit dans les actions accomplies par les quarante-huit cantons : lorsque ceux-ci engagent une lutte, les sujets concernent toujours l'ensemble de la population et pas seulement celle de Totonicapán. Concernant la forêt par exemple, le service consiste à en prendre soin et à la protéger. De qui ? Souvent, de personnes qui en tirent profit sans être conscientes qu'il faut la préserver, probablement parce que la pauvreté, l'extrême pauvreté même, les contraignent à commettre des déprédations pour assurer leur subsistance. En outre, si je suis de service cette année, je me sacrifie pour tous. Puis ce seront d'autres qui, à leur tour, serviront les années suivantes et qui consentiront à certains sacrifices pour moi. C'est une chaîne de services qui vise au maintien du bien commun.

Cette organisation fonctionne à l'échelle d'une communauté de quelques dizaines de milliers de personnes ; dans quelle mesure ce type d'organisation vous semble reproductible à plus vaste échelle ?

C'est possible à partir du moment où l'on considère le service comme étant un élément fondamental de l'organisation. On a tenté de reproduire ce type de schéma dans des ONG communautaires, par exemple ; mais lorsqu'on commence à doter d'un privilège ou d'une indemnité tel ou tel poste de direction, ce n'est plus vraiment un service, mais une manière de générer des revenus. Au sein des quarante-huit cantons, ces pratiques sont impossibles, puisque ce service, d'autres l'ont fourni et nous, la génération actuelle, prenons le relais.



[Oliver de Ros]

Pour que ce modèle social et politique puisse continuer de fonctionner, il faut un fort engagement de la population, qui suppose qu'elle accepte de sacrifier des intérêts privés à l'intérêt commun. Comment vit-elle cette obligation ?

On se pose cette question : quelle serait la situation actuelle de notre peuple et de nos communautés si nos pères et grands-pères ne s'étaient pas impliqués dans ce système organisationnel ? La réponse est évidente. Nous serions dans un état bien pire que celui dans lequel nous nous trouvons, car nous n'aurions pas pu conserver la plupart de nos biens. Pour certains, ce service social implique de cesser de travailler de façon permanente et de trouver d'autres moyens d'avoir des revenus pour subvenir à leurs besoins essentiels. Cela peut vouloir dire abandonner son emploi dans une institution qui ne comprend pas le service communautaire, ou laisser de côté un projet personnel. Jusqu'à présent, nous ne connaissons pas de cas dans lesquels le fait de s'être acquitté d'une charge communale ou d'un service ait rendu une personne plus pauvre qu'elle ne l'était. En réalité, la vie se charge de compenser cet effort.

Vous paraît-il pertinent de parler de souveraineté populaire ?

« Quelle serait la situation actuelle de notre peuple et de nos communautés si nos pères et grands-pères ne s'étaient pas impliqués dans ce système organisationnel ? »



Ici, il n'y a pas de souveraineté populaire car les décisions adoptées sont sans rapport avec l'exercice du pouvoir de l'État. C'est un exercice qui doit être considéré par les preneurs de décisions comme une manifestation réelle de la volonté du peuple. Ce n'est pas régulé par la loi. Les fonctionnaires publics, à l'échelon local, acceptent en général que le cadre de juridiction et l'autorité s'exercent strictement dans la communauté, pour ce qui concerne les affaires communautaires. Ils ne doivent pas interférer dans des affaires qui dépendent d'autres autorités. Il est important de mentionner également que l'organisation des quarante-huit cantons n'est pas dotée d'une structure fixe, d'une équipe technique ni d'un cabinet qui lui permettraient de mettre en œuvre des actions à court ou moyen terme allant au-delà du mandat exercé par les différentes assemblées directives.

L'intensité de la mobilisation de la communauté (les assemblées, les manifestations) n'est-elle pas un frein à l'activité économique locale, voire un obstacle à la vie privée ?

Non. C'est précisément pour éviter cela que les détenteurs de l'autorité changent constamment, afin d'éviter qu'une seule personne ou famille n'exerce l'autorité. Il est important de souligner qu'il s'agit de *services*. Les personnes de la communauté expérimentent diverses façons de « servir », à différentes époques et en toutes circonstances.

Les quarante-huit cantons ont fait les frais des violences de l'État. Est-ce en raison de leur relative indépendance vis-à-vis des entreprises capitalistes et de l'organisation politique ?

Ça ne fait aucun doute. Historiquement, il est établi que nos peuples ont lutté contre tous les systèmes oppresseurs qui menaçaient leur existence et leur développement. Il est important de souligner que jusqu'en 2012, le système tolérait les manifestations des quarante-huit cantons. Mais pour le gouvernement néo-militaire d'Otto Pérez Molina, il était primordial de rendre visible sa répression des manifestations populaires. N'est-ce pas évident qu'il lui fallait s'en prendre à l'une des organisations les plus pugnaces politiquement à l'échelle nationale ?



[Oliver de Ros]

Face à de telles violences (militaires, sociales, économiques), la question de la lutte armée s'est-elle posée ?

La recherche du dialogue pour résoudre les différends et trouver des solutions à différents problèmes : voici l'un des apports les plus significatifs du peuple de Totonicapán. La manifestation publique est la dernière option à laquelle nous avons recours pour faire connaître un désaccord. Ce n'est jamais une décision prise à la légère, sans réflexion, tout au contraire. Il faut d'abord épuiser toutes les autres possibilités, avec l'espoir que les décideurs jouent leur rôle et que les résolutions prises auront des bénéfices réels pour la population. Armer les gens est donc une option que nous écartons pour l'avenir.

Les gens de Totonicapán sont-ils plus politisés que dans d'autres régions du pays ?

« Armer les gens est donc une option que nous écartons pour l'avenir. »

Oui. Ils savent qu'ils ont des droits et des obligations. Les obligations s'honorent ; elles font partie de la vie en commun. Tout le monde n'a pas les mêmes capacités, mais



personne, à Totonicapán, n'ignore l'idée de droit. Les gens désirent vivre dans de meilleures conditions et l'indignation est évidente quand on sait que la grande pauvreté est liée au fait que des puissants accaparent toute la richesse.

Comment se transmet la connaissance des enjeux de la lutte quand le discours scolaire et médiatique ne permet pas de les comprendre ?

À l'écart de cette propagande, l'organisation s'affirme. À Totonicapán, nous sommes en lutte de façon permanente, car nos droits sont perpétuellement violés. Les choses vont mal ; et ce à quoi nous prétendons, c'est le bonheur. Pour un public européen, cela doit paraître très simpliste, mais il en va ainsi. Parlons de l'école : en Europe, il y a quelques années, les enfants ne disposaient pas d'un accès Internet pour connaître le monde par eux-mêmes ; ici, au Guatemala, des enfants n'ont pas d'école ou pas assez d'enseignants, ne reçoivent pas assez de fournitures scolaires, etc. En termes de santé, c'est encore pire. J'ai visité des hôpitaux en Belgique et aux Pays-Bas où les patients sont pris en charge en un quart d'heure, avec des services de qualité. On a presque plaisir à tomber malade en Europe ! Je plaisante... Au Guatemala, finir à l'hôpital est ce qui peut arriver de pire : tu dois partager ta chambre avec trois ou quatre autres personnes, les médicaments sont rares, etc.

Quel est le rôle des intellectuels locaux dans la diffusion de la connaissance ?

Il est important de faire savoir que la situation actuelle du Guatemala et celle du monde ne résulte pas d'un dessein ou de la grâce de Dieu, ni le fait du hasard. Les riches ne le sont pas parce que Dieu l'a voulu ainsi¹. Il faut analyser les causes structurelles de la pauvreté et de l'extrême pauvreté, la manière dont les communautés y font face et comment il serait possible d'en sortir. Ainsi, ceux qui ont étudié davantage, ceux qui ont un peu plus compris, doivent aider leurs voisins, leurs amis ou leur famille pour leur ouvrir l'esprit et faire germer partout le sentiment et la force qui poussent à lutter et aller de l'avant.



[Oliver de Ros]

Vous rejetez les projets miniers, l'implantation d'antennes téléphoniques, les entreprises hydroélectriques, de même que les institutions étatiques. On vous taxe ainsi fréquemment d'ennemis du progrès et du développement. Que répondez-vous à ces critiques ?

C'est l'argument des propriétaires de grands groupes, qui veulent coûte que coûte implanter leurs entreprises pour gagner davantage. Il est faux de dire que nous sommes contre le progrès et le développement : nous voulons progresser et vivre bien, mais pas à leur manière. Nous ne voulons pas de villes où il y a tout ce qu'il faut et des zones rurales où on vit dans la misère. Je crois que le progrès et le développement reviennent à ceux qui y travaillent ; mais, aujourd'hui, ceux qui en tirent profit et bénéfices sont ceux qui détiennent le capital et la spéculation comme moyens de production.

L'organisation des cantons existe depuis l'époque qui a précédé la Conquête et les premiers temps de l'occupation espagnole. Existe-t-il une pensée théorique relative à l'organisation ?

« Il est faux de dire que nous sommes contre le progrès et le développement : nous voulons progresser et vivre bien, mais pas à leur manière. »



L'organisation existait au sein du peuple maya *k'iche'*. Elle a traversé le temps et a constitué une base pour le maintien de la communauté et du peuple. Toute la théorisation qui a été faite l'a été sur l'idée de territoire. Nos ancêtres disaient : « *Nos grands-pères sont arrivés sur ces terres. Ils ont commencé à vivre ici et se sont organisés afin que chacun puisse la travailler et faire vivre sa famille. Il était nécessaire d'en prendre soin parce que d'autres peuples voulaient vivre ici. Les hommes se sont donc organisés en se relayant de telle façon que tous pouvaient cultiver la terre, tandis que les autres la protégeaient, à tour de rôle.* » Ils disaient aussi : « *Quand nos grands-pères venaient à peine d'arriver, les autres peuples ne voulaient pas d'eux ; c'est pourquoi il y a des communautés à nos frontières, car il fallait défendre la terre.* » Des personnes se sont vouées à cette tâche, issues elles aussi des communautés, et fait en sorte que les terres ne soient pas occupées par d'autres. Finalement, elles sont restées définitivement vivre ici.

Les régions à majorité indigène sont confrontées aux mêmes problèmes que le reste du pays et toute l'Amérique latine : machisme, violences domestiques, délinquance ou carences éducatives. Elles ont aussi des problèmes spécifiques: malnutrition, surnatalité. Les statistiques démontrent cependant que le taux d'homicide y est inférieur au reste du pays, voire à tout le Triangle du Nord (Salvador, Honduras et Guatemala). Comment parvenez-vous à limiter et à prévenir la violence ?

Par le traitement spécifique de la violence conjugale, des vols, des agressions physiques — tous symptômes d'un mal-être au sein de la famille. L'autorité assume un rôle de conseil pour résoudre l'un de ces problèmes. Une réflexion est mise en place afin de comprendre ce qui pose souci et quelles conséquences il y aurait à continuer sur cette voie. Un contrôle de l'autorité veille à ce que les individus cessent d'agir de manière agressive ou violente. Si les faits persistent ou s'aggravent, la manière de résoudre le problème deviendra aussi plus dure ; la méthode adoptée varie alors selon la gravité et le risque de récurrence des personnes concernées. La sanction la plus sévère est sans aucun doute l'exil — auquel il n'a été recouru que rarement. Ceux qui l'ont subi ont rencontré de nombreux problèmes pour aller de l'avant, car la communauté parle entre elles, elles se mettent au courant de la situation d'un individu.

Quels rôles jouent les organisations indigènes et rurales dans le maintien de la cohésion sociale ?

Elle servent à ce que la famille soit la structure organisationnelle fondamentale. Ensuite, à faire prendre conscience qu'il faut considérer la famille d'une manière plus large, en

tant que communauté : c'est là où se forme le sentiment d'appartenance à l'identité territoriale, fondamentale dans notre culture. Nous ne sommes pas les habitants d'un village planétaire flottant dans les airs ; nous faisons partie d'une organisation, d'une culture et d'un mode de vie qui donnent à chacun les moyens de son développement. Nous insistons beaucoup sur l'importance de la famille. De fait, les communautés sont formées de familles.



[Carlos Sebastián]

Quel est le rôle des femmes dans la lutte ?

Jusqu'à présent, il a consisté en un rôle de subordination ; elles ont été reléguées au second plan. Leur apport est important, mais il n'est pas visible, dans la mesure où l'idée que ce sont les hommes qui portent les luttes prédomine... alors que ceux qui souffrent le plus des conséquences des carences sont, dans la famille et la communauté, les femmes et les enfants.

Qu'est-ce qui empêche, à l'échelon local et communautaire, de dépasser la domination masculine ?

Ce sont parfois les traditions. En général, les gens croient que les femmes n'ont pas la capacité de diriger une assemblée, d'organiser une réunion et, surtout, d'affronter l'État. Cette idée fausse se délite peu à peu, dans la mesure où un nombre croissant de



femmes assume un rôle important dans des structures organisationnelles. Le fait que de plus en plus de femmes assument des fonctions allant de l'échelon communautaire à la structure même des quarante-huit cantons démontre la valeur de l'apport des femmes.

Trouve-t-on, dans la communauté, des personnes de différentes classes sociales (bourgeois, commerçants, ouvriers, petits propriétaires terriens, intellectuels, avocats, fonctionnaires, etc.) ?

« Les gens croient que les femmes n'ont pas la capacité de diriger une assemblée, d'organiser une réunion et, surtout, d'affronter l'État. Cette idée fausse se délite peu à peu. »

À Totonicapán, on n'observe pas de stratifications si marquées (je crois, mais je ne suis pas expert en la matière). Il y a des personnes qui possèdent plus de biens matériels et d'argent que d'autres, mais il n'existe pas de grandes *haciendas*. Tout le monde se connaît et il existe un respect de chacun. Il y a des cas où le maire est une personne pauvre et où certains membres de l'organisation ont davantage de biens. On valorise donc surtout l'expérience, l'esprit de service, l'engagement vis-à-vis de la communauté, plus que la possession de biens matériels ou de richesses. Dans la communauté, chacun est utile à tous ; personne ne peut avancer le fait d'exercer une profession ou tout autre excuse pour se soustraire à l'exécution de sa charge. Ça ne peut pas être un objet de discussion.

Il existe dans la gauche européenne une défiance vis-à-vis de l'affirmation politique d'une identité. Beaucoup pensent que l'affirmation d'une identité nationale ou régionale conduit à se fermer à l'étranger et au racisme. La défense de l'identité et du territoire *k'iche'* implique-t-elle, selon vous, une forme de racisme vis-à-vis d'autres identités ou au contraire, ouvre-t-elle sur une fraternité, voire une participation à d'autres luttes ?

C'est sans aucun doute la deuxième possibilité qui se réalise. D'où l'importance d'affirmer la nécessité de concevoir le territoire comme un tout, et non comme des éléments disparates et isolés. Dans un monde globalisé, si le territoire d'un peuple donné est préservé, s'il parvient à ce que l'espèce humaine perdure sans porter préjudice aux autres espèces vivantes, il sera considéré comme stable. Beaucoup, alors qu'ils ne partagent pas cette idée, s'alimentent pourtant de ce qui se produit dans d'autres territoires. Tout est lié, comme les maillons d'une chaîne. Les luttes du peuple *k'iche'* des quarante-huit cantons influencent — positivement ou négativement — toutes



les autres.

Propos recueillis et traduits de l'espagnol par Mikael Faujour, pour Ballast.

Photographie de bannière : Chajul (Guatemala), 2007 | Michael Nagle

Photographie de vignette : UNFPA Guatemala | Carlos Sebastián

1. Référence à la Théologie de la prospérité, propagée par les sectes évangéliques, dont la croissance rapide fait du Guatemala le deuxième pays d'Amérique latine où elle se développe le plus rapidement, après le Brésil [ndlr].[↩]